



LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2025

2025 : une reprise fragile après le choc historique de 2024

Après avoir atteint un point particulièrement bas en 2024, le **produit intérieur brut (PIB)** rebondit très légèrement en 2025 en volume (+0,7 %). Les effets prix sont en revanche défavorables avec une diminution du PIB de 3,0 % en valeur. Le PIB nominal est estimé à 915 milliards de F.CFP et le PIB par habitant se stabilise à 3,5 millions de F.CFP. La situation économique des entreprises et des ménages demeure très dégradée en 2025. Malgré quelques signes de stabilisation, l'économie calédonienne peine à retrouver une dynamique de croissance.

Dans un contexte institutionnel toujours incertain, l'absence de rebond de l'**investissement** reste un frein à l'activité pour la troisième année consécutive. La **consommation des ménages** est, quant à elle, affectée par la baisse de la population et la dégradation du marché du travail, malgré une inflation contenue (+1 %). Les échanges extérieurs constituent le seul soutien à la croissance, grâce à la reprise significative des exportations en volume (+12,9 %) et à une contraction des importations (-2,4 %). Le secteur du nickel illustre toutefois le décalage entre volumes et richesse créée : alors que la production se redresse, la valeur ajoutée du secteur continue de s'éroder sous l'effet conjugué de la baisse des prix de vente et de l'augmentation des coûts d'approvisionnement. Les gains de volume sont ainsi insuffisants pour compenser la détérioration des **termes de l'échange**. Dans ce contexte, les exportations et importations de biens reculent en valeur (respectivement -2,2 % et -11,0 %) : le déficit commercial se résorbe de 24 milliards de F.CFP et le **taux de couverture** gagne 5,4 points.

Les dispositifs de soutien et les aides de l'État continuent d'amortir les effets de la crise, dans un contexte de fortes tensions sur les finances publiques. La précarisation d'une partie de la population reste marquée, tandis que l'incertitude économique et institutionnelle freine les investissements et la reprise de l'activité. Le rétablissement de la confiance apparaît comme une condition nécessaire à un redressement durable de la Nouvelle-Calédonie.

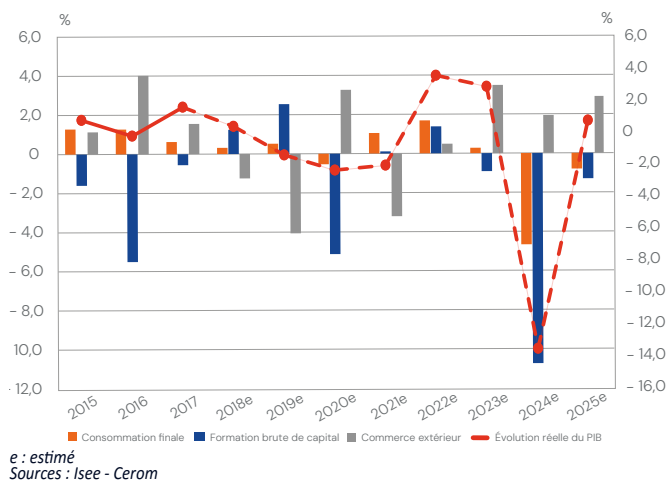
Évolution du PIB et PIB par habitant

	2017b	2023e	2024e	2025e
PIB (milliards de F.CFP)	969	1 078	943	915
PIB/hab. (millions de F.CFP)	3,6	4,0	3,5	3,5

b : base - e : estimé
Sources : Isee - CEROM

En francs constants, le PIB stagne

Contribution à la croissance réelle du PIB

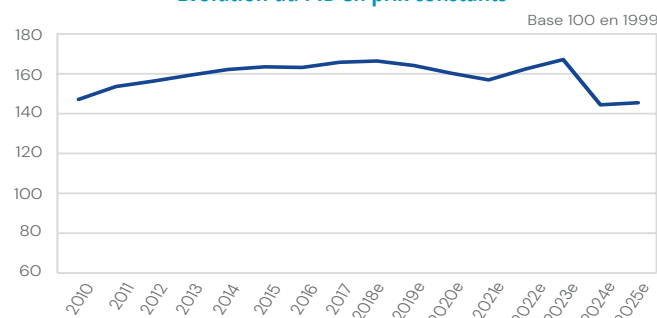


Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2012/2017	2022e	2023e	2024e	2025e
PIB en volume	1,2	3,5	2,8	-13,5	0,7
Consommation finale	1,5	2	0,3	-5,3	-0,9
Formation brute de capital fixe	-7,1	7,3	-3,6	-24,3	-12,5
Exportations	9,4	16,8	8,7	-39,6	12,9
Importations	-1,3	8,1	-2,4	-27,7	-2,4

e : estimé
Sources : Isee - Cerom

Évolution du PIB en prix constants



L'emploi salarié se stabilise sur un palier historiquement bas

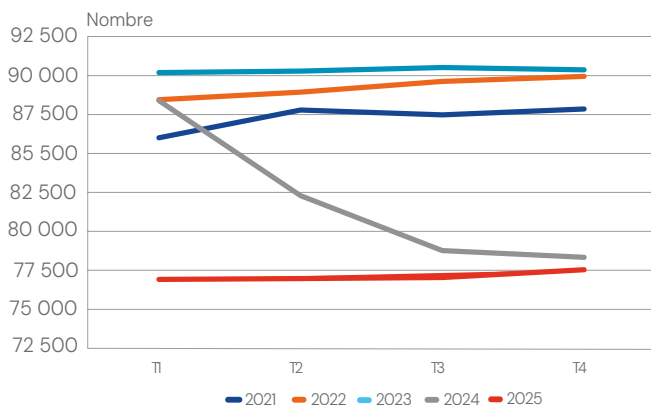
En 2025, l'emploi salarié en Nouvelle-Calédonie poursuit son repli en moyenne annuelle, mais la baisse s'interrompt au fil de l'année. Les effectifs se stabilisent à un niveau historiquement bas, inférieur à celui de 2008. En moyenne, 77 120 salariés sont déclarés, soit 4 900 de moins qu'en 2024 (-6 %). En deux ans, l'économie calédonienne a perdu 13 200 emplois salariés.

Le secteur privé concentre l'essentiel des pertes, avec 55 880 salariés en moyenne (-7 % sur un an). Tous les grands secteurs sont touchés : la construction (-13 %) et l'industrie (-12 %) enregistrent les plus fortes baisses, devant le commerce (-6 %) et les services hors commerce (-4 %), qui demeurent le principal contributeur aux pertes en nombre d'emplois. La baisse des effectifs s'interrompt toutefois en cours d'année grâce au recul marqué des débauches, tandis que les embauches restent atones. Dans un contexte économique contraint, le nombre d'employeurs du secteur privé demeure en forte baisse (-15 % en deux ans), limitant les perspectives de reprise, et ce malgré un solde de créations nettes d'entreprises redevenu positif. Les dispositifs exceptionnels de soutien à l'emploi ont concerné près de 5 800 personnes en 2025.

Le secteur public compte en moyenne 21 230 salariés, en recul de 4 % sur un an. Cette baisse est principalement portée par la diminution des effectifs contractuels pour la deuxième année consécutive. Les évolutions sont plus contrastées pour les emplois permanents : les effectifs des fonctionnaires d'État reculent de 2 %, tandis que ceux des fonctionnaires territoriaux se stabilisent après plusieurs années de progression, dans un contexte de fortes contraintes budgétaires.

L'emploi salarié reste figé en 2025

Évolution du nombre de salariés



Sources : Cafat- Isee

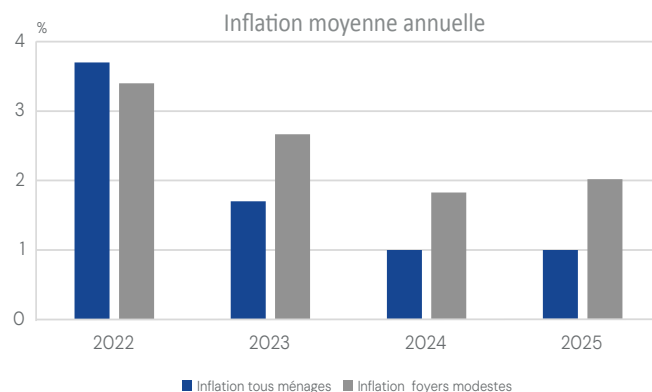
Une consommation des ménages atone

La consommation des ménages demeure fragilisée en 2025. Le recul de la population a réduit le nombre de consommateurs tandis que les revenus de remplacement diminuent progressivement avec l'extinction des dispositifs exceptionnels de soutien à l'emploi et la baisse du nombre de chômeurs indemnisés, principalement liée aux fins de droits. Dans un contexte où l'emploi se stabilise à un niveau historiquement bas et où les embauches restent limitées, les capacités de consommation demeurent contraintes.

Parallèlement, les prix continuent d'augmenter sur plusieurs postes de consommation essentiels. L'inflation moyenne est limitée à +1 %, mais elle est principalement portée par l'alimentation et le logement. Les prix de l'électricité ont augmenté de 10,1 % en octobre 2024 puis de 9,7 % en octobre 2025, tandis que les prix du gaz progressent en moyenne de 10,5 % sur un an. Les produits alimentaires restent également orientés à la hausse, en particulier les légumes, les pains et céréales, les viandes et les produits laitiers. À l'inverse, les prix de l'habillement et des chaussures reculent fortement (-11,4 % après -12,0 % en 2024), sans compenser la hausse des dépenses contraintes. Au final, la progression des coûts liés à l'alimentation, à l'énergie et au logement limite les arbitrages de consommation, notamment pour les ménages les plus modestes, qui subissent une inflation de près de 2 %, soit deux fois la moyenne.

Au total, après avoir reculé de 7,2 % en 2024, la consommation des ménages est quasiment stable en volume en 2025 (-0,1 %). Elle demeure ainsi à un niveau particulièrement bas.

En 2025, l'inflation toujours plus élevée pour les ménages les plus modestes



Sources : Isee

Une absence de rebond de l'investissement

En 2025, la **formation brute de capital fixe** (FBCF) recule de 12,5 % en volume, après une chute de 24,3 % en 2024. L'investissement diminue ainsi pour la troisième année consécutive et continue de peser sur la croissance, même si sa contribution négative s'atténue nettement.

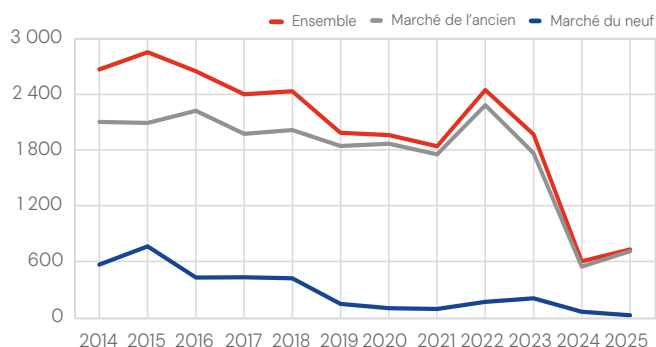
En 2025, l'investissement privé continue de pâtir d'un contexte économique dégradé et d'un contexte politique et institutionnel incertain. Malgré la baisse des taux directeurs de l'IEOM jusqu'en juin 2025, la production totale de crédits octroyés par les banques calédoniennes se replie de 3,2 % après un effondrement de 49 % en 2024. À fin décembre 2025, l'encours brut des crédits des établissements financiers installés localement poursuit son repli pour le septième trimestre consécutif : 6,3 % par rapport au 31 décembre 2024 (soit 71,2 Md XPF), après 3,6 % un an auparavant.

Les acquisitions de logements progressent de 21 % par rapport à 2024, mais leur volume demeure nettement inférieur à celui observé en 2023 (-63 %). Cette reprise reste par ailleurs inégale, comme en témoigne le marché du neuf dont l'effondrement des ventes se confirme.

L'investissement public peine à prendre le relais, dans un contexte de fortes contraintes budgétaires et de fin de mandature. Au total, le moindre recul enregistré en 2025 traduit une atténuation de la chute plutôt qu'une reprise de l'accumulation de capital.

En 2025, les achats de logements neufs continuent de plonger

Évolution du nombre de transactions depuis 2014



Sources : Notaires - DSF - Isee

Une réduction du déficit commercial liée au recul des importations

En 2025, le déficit commercial s'établit à 88,5 milliards de F.CFP, contre 113,1 milliards de F.CFP en 2024. Cette amélioration s'explique principalement par la baisse des importations, qui reculent de 11 % pour atteindre 223,2 milliards de F.CFP. Dans le même temps, les exportations diminuent légèrement (-2,2 %) et s'élèvent à 134,7 milliards de F.CFP.

Les importations restent orientées à la baisse tout au long de l'année, dans un contexte marqué par le ralentissement de l'investissement et une demande intérieure toujours contrainte. Les biens d'équipement et les moyens de transport enregistrent les replis les plus marqués (-25,9 %), traduisant le report de nombreux projets d'investissement. Les importations de combustibles diminuent également fortement (-26,4 % en valeur), sous l'effet combiné du ralentissement de l'activité métallurgique et d'un contexte international de baisse des prix des matières premières.

Concernant les exportations, la reprise progressive de l'usine de Prony Ressources permet un redressement marqué des ventes de NHC, tandis que les exportations de ferronickel poursuivent leur recul (-31 %), pénalisées par l'arrêt de l'usine du KNS, les difficultés persistantes de la SLN et la fermeture de plusieurs sites miniers. Les exportations de produits de la mer diminuent également, affectées notamment par la forte baisse des ventes de thons vers le Japon.

L'évolution des échanges en 2025 confirme la fragilité de l'économie calédonienne et sa forte dépendance à la filière nickel. Si le taux de couverture des importations par les exportations progresse à 60 % contre 55 % en 2024, cette amélioration reflète avant tout la contraction des importations plutôt qu'un renforcement durable des capacités exportatrices. Les initiatives de diversification à l'export se développent progressivement, mais leur contribution demeure encore limitée à l'échelle de l'économie.

Une reprise partielle de l'industrie du nickel dans un contexte de fragilité persistante

Après l'effondrement observé en 2024, l'industrie du nickel montre en 2025 des signes de redressement, sans pour autant retrouver son niveau d'activité antérieur. La reprise progressive de la production de l'usine du Sud constitue le principal fait marquant de l'année. Elle permet un redressement significatif de la production et des exportations de NHC, avec 170 500 tonnes expédiées pour une valeur de 47,3 milliards de F.CFP. Toutefois, le secteur demeure pénalisé par les difficultés structurelles rencontrées depuis 2024 : conséquences de la fermeture de l'usine de KNS, difficultés persistantes de la SLN et fermeture prolongée de plusieurs sites miniers. Les exportations de ferronickel reculent ainsi de 31 % en valeur sur un an, sous l'effet conjugué d'une baisse des volumes exportés et de conditions de marché peu favorables. Le redémarrage de l'usine de Prony Ressources permet néanmoins de soutenir les exportations de produits du nickel et de limiter le recul global des ventes à l'international.

Aux difficultés industrielles rencontrées par la filière s'ajoute un environnement de marché toujours peu favorable. Après les fortes baisses enregistrées en 2023 et 2024, le cours du nickel reste orienté à la baisse en 2025 sous l'effet d'une offre mondiale abondante, portée notamment par la production indonésienne, tandis que la demande demeure modérée sur les principaux marchés consommateurs.

Le cours moyen du nickel au London Metal Exchange (LME) s'établit autour de 15 200 USD par tonne en 2025, contre environ 16 800 USD en 2024, soit un recul proche de 10 %. Cette nouvelle baisse intervient après deux années déjà marquées par une forte correction des prix et continue de peser sur la rentabilité des activités minières et métallurgiques calédoniennes.

Malgré la reprise progressive de l'usine du Sud, ce niveau de prix demeure insuffisant pour compenser pleinement les difficultés structurelles du secteur, d'autant que le prix du soufre, intrant essentiel à la production de NHC, a fortement augmenté.

Le nickel repart, mais son poids dans la valeur ajoutée diminue

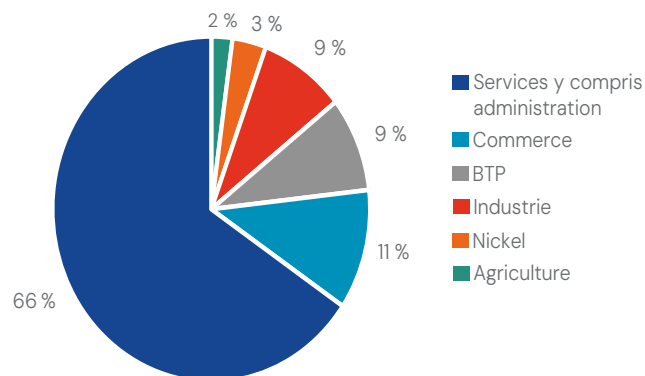
La combinaison de prix de vente faibles et de coûts de production élevés continue ainsi d'éroder la contribution du nickel à la création de richesse du territoire. En 2025, l'exploitation du nickel (extraction minière et industrie métallurgique) ne représente plus que 3,4 % de la valeur ajoutée. Dans ce contexte, la part des services progresse mécaniquement dans l'économie, non pas sous l'effet d'une dynamique d'activité, mais en raison du recul plus marqué des autres secteurs. Les services liés aux administrations conservent un niveau d'activité relativement stable, tandis que les services marchands restent fragilisés. Le tourisme en particulier demeure profondément affecté par les conséquences des émeutes de mai 2024 : avec seulement 58 400 visiteurs en 2025, la fréquentation recule de 53 % par rapport au niveau record de 2023. Malgré un léger redressement au fil de l'année, l'activité reste très en deçà de ses niveaux antérieurs, la faiblesse persistante de la clientèle internationale n'étant que partiellement compensée par la résilience des marchés hexagonal et régional.

Le nickel proche de son point bas de 2015

Poids du nickel dans la valeur ajoutée



Sources : Isee - Cerom

Répartition de la valeur ajoutée en 2025


Sources : Isee - Cerom

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE
Cerom

Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Isee, l'AFD et l'Ieom qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle Tablo adapté à la Nouvelle-Calédonie

Le modèle Tablo est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2017) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

DÉFINITIONS

Le **produit intérieur brut (PIB)** est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes au prix de base, augmentée des impôts sur les produits et diminuée des subventions sur les produits.

La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.

L'**inflation** désigne la variation moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Elle est mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), établi à partir de 23 000 relevés mensuels. Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est retenue.

L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, qui correspond aux acquisitions nettes de cessions d'actifs fixes, corporels ou incorporels, utilisés de façon répétée ou continue dans le processus de production pendant au moins un an. Le taux d'investissement rapporte la FBCF à la valeur ajoutée pour les entreprises ; à l'échelle de l'ensemble de l'économie, la FBCF est généralement rapportée au PIB.

Le **taux de couverture** du commerce extérieur rapporte, pour une même période et un même champ, la valeur des exportations à celle des importations. Exprimé en pourcentage, il peut être calculé pour un produit ou pour l'ensemble des échanges ; dans cette publication, il porte uniquement sur les biens.

Les **termes de l'échange** mesurent le rapport entre les prix des biens et services qu'un territoire exporte et les prix de ceux qu'il importe. Une dégradation des termes de l'échange signifie que le prix des importations a plus augmenté que le prix des exportations.

LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2025

Édition Septembre 2026 - ISSN : 0758-0029

Directrice de la publication : E.DESMAZURES (Isee)

Conception graphique : T.MAPERI

www.ieom.fr/nouvelle-caledonie - www.afd.fr/fr/page-region-pays/nouvelle-caledonie - www.cerom-outremer.fr/cerom - www.isee.nc
